



HASNON

Ville de la Communauté d'Agglomération de la Porte du Hainaut

CONSEIL MUNICIPAL DU 19 JANVIER 2026

LISTES DES DELIBERATIONS EXAMINEES

N° 2026/01/01 : Ouverture anticipée des dépenses d'investissement avant le vote du budget primitif 2026 (annule et remplace) : adoptée à l'unanimité

N° 2026/01/02 : Proposition de mise en vente du bus IVECO – adoptée à l'unanimité

N° 2026/01/03 : Désaffectation et déclassement du domaine public (Terrain de 29 m2) – adoptée à l'unanimité

N° 2026/01/04 : Vente d'un terrain de 29 m2 au 6 rue Marcel Sembat : adoptée à l'unanimité

N°2026/01/05 : Convention de participation financière au surdimensionnement de réseau d'eau potable afin d'assurer la DECI (lotissement rue Marcel Sembat) : adoptée à l'unanimité

N° 2026/01/06 : Avenant n°1 à la convention PUP (lotissement rue Marcel Sembat) : adoptée à l'unanimité

La secrétaire de séance,

Sophie VAN EECKHOUT



Le Maire,

DESMEDT André

VILLE D'HASNON

PROCES VERBAL REUNION DE CONSEIL MUNICIPAL DU 19 JANVIER 2026

Approuvé le 26 Février 2026

Le 19 Janvier 2026 à 19 h 00, le Conseil Municipal s'est réuni à la salle des fêtes sous la Présidence de Monsieur André DESMEDT — Maire, à la suite d'une convocation qui avait été rédigée le 12 Janvier 2026.

Étaient présents : M. DESMEDT André, Maire – Mr AUBURSIN Gaston – Mme LECOEUVE Stéphanie - Mr HUON Jean-Pascal – Mme LAMBERT Marie - Mme DERONNE Catherine - Mr BOUDREZ André - Mme VAN EECKHOUT Sophie - Mme MASCAUX Ségolène – Mme DUTRIEUX Julie - Mr VERDIERE Andy – Mme WADBLED Laetitia – Mr BUEMI Bruno – Mr DELCROIX Thibaut.

Étaient absents : Mr LARIVIERE Romuald - Mme LUTAS Sylvie - Mr SANSON Guillaume – Mme DHONT Audrey – Mme WILLEMS Véronique.

Ont donné procuration : Mr LARIVIERE Romuald à Mme MASCAUX Ségolène - Mme LUTAS Sylvie à Mr DESMEDT André – Mme DHONT Audrey à Mr BUEMI Bruno.

Secrétaire de séance : Mme VAN EECKHOUT Sylvie.

APPROBATION DU PROCES VERBAL DE LA SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 27 NOVEMBRE 2025

Le procès-verbal de la réunion de conseil municipal du 27 novembre 2025 a été approuvé à l'unanimité.

OUVERTURE ANTICIPEE DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT AVANT LE VOTE DU BUDGET PRIMITIF 2026 (annule et remplace la délibération n° 2025/06/03 du 27 novembre 2025) – délib. 2026/01/01

Une collectivité peut voter l'ouverture anticipée des dépenses d'investissement, avant le vote du budget primitif (BP) N, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget N-1 de l'exercice précédent. Cette faculté, encadrée par le code général des collectivités

territoriales (CGCT), est une facilité de trésorerie, pas une dérogation au principe d'annuité budgétaire, considérant que la fongibilité des crédits d'investissement s'arrête au 31 décembre mais que des dépenses impérieuses doivent être honorées avant le vote du BP. L'article L. 1612-1 du CGCT prévoit que jusqu'au vote du budget primitif (BP), l'ordonnateur (le maire) peut, sur autorisation de l'assemblée délibérante, engager et mandater les dépenses d'investissement dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent. Le montant éligible à prendre en compte correspond à :

1. la somme des crédits ouverts à la section d'investissement du budget primitif N-1 (BP), des budgets supplémentaires (BS) et des décisions modificatives (DM) prises au cours de l'année écoulée

2. déduction faite des crédits nécessaires au remboursement de la dette, des restes à réaliser (RAR), des reports et des dépenses imprévues (article L.2322-2 du CGCT)

3. avant application d'un ratio maximal autorisé de 25% C'est une délibération qui est prise depuis 2013 afin de faciliter la gestion budgétaire de début d'exercice mais qui n'exonère pas d'une délibération propre à chaque investissement.

Le Conseil Municipal, après avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents représentés, suivant l'avis de la commission des finances, autorise la prise en charge des dépenses d'investissement avant le vote du budget primitif 2026, dans la limite de 25 % des investissements budgétés l'année précédente, hors chapitre 16.

Article	Crédits ouverts BP 2025	Overture des crédits à hauteur de 25% sur l'exercice 2026
2031 - Frais d'études	20 000,00	5 000,00
Total chapitre 20	20 000,00	5 000,00
21312 - Bâtiments scolaires	18 000,00	4 500,00
2152 - Installations de voirie	179 901,76	44 975,44
21538 - Autres réseaux	103 560,00	25 890,00
215741 - Installations, matériel et outillage des cantines	11 000,00	2 750,00
217538 - Autres réseaux (mise à dispo)	130 000,00	32 500,00
21831 - Matériel informatique scolaire	3 434,50	858,63
21838 - Autre matériel informatique	3 690,50	922,63
21848 - Autres matériels de bureau et mobiliers	14 823,00	3 705,75
Total chapitre 21	464 409,76	116 102,44
2313 - Constructions	1 478 752,23	369 688,06
Total chapitre 23	1 478 752,23	369 688,06

PROPOSITION DE MISE EN VENTE DU BUS IVEC (délib.2026/01/02)

Monsieur le Maire informe l'assemblée des ennuis à répétition que nous rencontrons avec le bus IVECO que nous possédons depuis 2002 avec un kilométrage de 218.000 kms. Il assurait essentiellement les transports des enfants des écoles en direction du restaurant scolaire et également les sorties pour les enfants du mini-centre.

Nous avons déjà été confronté en Décembre 2024 à de grosses réparations d'un montant de 6.137 € 05 qui nous a permis d'assurer les transports des élèves jusqu'en juin 2025 et également pour le centre de loisirs de Juillet 2025.

Depuis Octobre 2025, nouvelles réparations à programmer qui cette fois-ci se montent à **5236,78 €**. Depuis cette date, le véhicule ne roule plus.

Ceci exposé,

Monsieur le Maire propose à l'assemblée délibérante de mettre le véhicule en vente sur le bon coin vendu en l'état ou autre organisme.

Après délibération,

Le Conseil Municipal autorise à l'unanimité la mise en vente du bus IVECO sur le bon coin ou autre organisme prévu à cet effet.

DESAFFECTATION ET DECLASSEMENT D'UN TERRAIN DE 29 m2 CADASTRE AK 533 (délib. 2026/01/03)

Monsieur le Maire informe l'assemblée que Madame BOURGOIS Géraldine souhaite acquérir un terrain d'une superficie totale de **29 m2 cadastré AK 533** appartenant au domaine public et qui traverse ses parcelles AK 65 et AK 66 dont elle est propriétaire.

A l'époque, entre ces deux parcelles, il y avait un grand fossé qui a été drainé. Les propriétaires avaient une partie en amont et une partie en aval. Un garage a été construit (PC en 1976) à cet endroit.

Madame BOURGOIS souhaite vendre sa maison. Lors du passage du géomètre, celui-ci a signalé qu'il existait 29 m2 qui appartenaient au domaine public.

C'est la raison pour laquelle il est proposé à l'assemblée délibérante de prononcer la désaffectation et le déclassement du domaine public communal pour l'intégrer dans le domaine privé communal,

Le Conseil Municipal, après délibération :

- **Donne à l'unanimité un avis favorable** pour la désaffectation et le déclassement du domaine public communal pour l'intégrer dans le domaine privé communal pour ce terrain d'une contenance de 29 m2 cadastré AK 533.

VENTE D'UN TERRAIN D'UNE CONTENANCE DE 29 m2 CADASTRE AK 533 (délib. 2026/01/04)

Monsieur le Maire informe l'assemblée que Madame BOURGOIS Géraldine souhaite acquérir un terrain d'une superficie totale de **29 m2 cadastré AK 533** appartenant au domaine public et qui traverse ses parcelles AK 65 et AK 66 dont elle est propriétaire.

A l'époque, il existait une servitude avec l'existence d'un fossé qui a été drainé qui traversait ces deux parcelles qui n'est plus d'actualité à ce jour. Un garage de 9 m2 a été construit sur le domaine public. Madame BOURGOIS souhaite vendre sa maison et se trouve dans l'obligation de régulariser cela pour poursuivre sa vente.

Suite au plan de division du géomètre établi en date du 14 Novembre 2025 mentionnant une superficie totale de 29 m2,

Suite à l'avis des domaines en date du 28 Novembre 2025 précisant que ce bien est en nature de parcelle non bâtie et de voie d'accès aux parcelles voisines AK 65 et AK 66,

Suite à la délibération n° 2026/01/03 du 19 janvier 2026 autorisant la désaffectation et le déclassement du domaine public communal de cette partie pour l'intégrer au domaine privé communal,

Monsieur le Maire propose de vendre ce terrain de 29 m2 à l'euro symbolique.

Le Conseil Municipal, après délibération,

- **Autorise à l'unanimité de vendre ce terrain de 29 m2 cadastré AK 533 situé 6 rue Marcel Sembat à l'euro symbolique à Madame BOURGOIS Géraldine ou à son futur acquéreur. Les frais de bornage et de notaire seront à la charge de l'acquéreur.**
- **Autorise le Maire à signer l'acte qui sera établi par Maîtres SCANNELLA et RICHEZ – notaires associés à St Amand Les Eaux.**

**CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE AU SURDIMENSIONNEMENT
DE RESEAU D'EAU POTABLE AFIN D'ASSURER LA DECI (délib. 2026/01/05)**

La commune compétente en matière de PLAN LOCAL D'URBANISME a accepté une opération de construction de 80 logements dont 48 collectifs et 32 individuels sur un terrain situé rue Marcel Sembat à HASNON.

Ce projet nécessite le renforcement du réseau depuis la rue Jules Guesde afin d'assurer la défense incendie de l'opération via le réseau.

Le SIDEN-SIAN décide d'inscrire le renouvellement des réseaux d'eau potable de la rue Marcel Sembat et demande donc à la commune, qui n'est pas adhérente actuellement pour la compétence DECI de participer pour la part correspondant au surdimensionnement afin d'assurer la défense incendie.

Le calcul du montant se fait sur la base du bordereau de prix du SIDEN-SIAN en prenant en compte le sur calibrage nécessaire de la canalisation passant d'un diamètre 60 intérieur à un diamètre 150 intérieur sur un linéaire de 320 mL.

Le montant des travaux est fixé forfaitairement à **46.704 €** et il est demandé à la commune de le financer dans le cadre de l'opération.

Le Conseil Municipal,

Après délibération,

- Valide à l'unanimité la convention de participation financière au surdimensionnement de réseau d'eau potable afin d'assurer la DECI et autorise Monsieur le Maire à signer la convention.

AVENANT N° 1 A LA CONVENTION PROJET URBAIN PARTENARIAL (Délib. 2026/01/06)

Vu la délibération n° 2024/01/02 en date du 25 Janvier 2024 approuvant à l'unanimité la mise en place d'une convention de Projet Urbain Partenarial permettant d'assurer le financement de tout ou partie des équipements publics nécessaires au fonctionnement des opérations d'aménagement réalisé par la société EVIDENCE rue Marcel Sembat en lieu et place de la taxe d'aménagement,

Suite à la moins-value correspondant à l'aménagement d'un carrefour à feux – voirie et signalisation évalué à 54.960 € TTC et réajusté à 47.515,20 TTC,

Suite à la plus-value concernant l'extension réseau eau potable nécessitant un surdimensionnement de réseau afin d'assurer la DECI occasionnant de ce fait un chiffrage plus élevé à savoir 56.044 € 80 TTC (au lieu de 48.600 € TTC),

Sachant que ceci n'aura aucune incidence sur le montant total du Projet Urbain Partenarial validé par délibération en date du 25 janvier 2024 (délib. 2024/01/02) à savoir 103.560 € TTC,

Ceci exposé, après délibération, il est décidé :

- **D'approuver à l'unanimité l'avenant ci-annexé concernant les modifications apportées aux travaux relatifs aux équipements publics dont le montant estimé est de 103.560 € TTC**
- **Autorise Monsieur le Maire à signer cet avenant**

Fin de séance : 19 h 16

La secrétaire,

Sophie VAN EECKHOUT



Le Maire,

André DESMEDT

